10 ans
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
www.stat.gouv.qc.ca

Bulletin

Investissements sous contrôle étranger FLASH

Perspectives 2009

En bref

- ***Entreprises étrangères : plus du tiers des investissements du secteur privé non résidentiel***
- ***La prédominance des États-Unis dans les investissements étrangers s'affaiblit***
- ***L'investissement étranger dans le secteur de la fabrication continue son ascension***

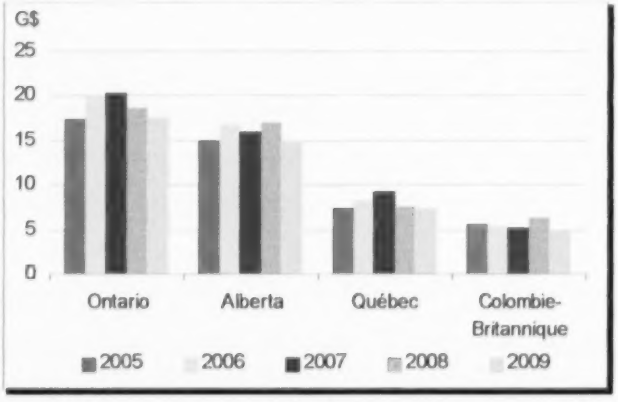
INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU CANADA ET AU QUÉBEC[1]

Selon les perspectives 2009, les investissements sous contrôle étranger au Canada se chiffrent à 50,6 G$, en baisse de 9,6 % par rapport aux données réelles provisoires de 2008. C'est en Ontario où les dépenses en immobilisation sont les plus élevées, avec des dépenses de 17,6 G$, soit 34,8 % du total canadien. L'Alberta est la deuxième province en importance, avec des investissements étrangers de 14,7 G$, suivie du Québec à 7,4 G$ (14,6 % du total). La Colombie-Britannique est la seule autre province avec des investissements étrangers supérieurs à 5,0 G$.

Si on s'intéresse à l'investissement étranger selon le type d'actif (construction ou machines et équipement), on constate que l'Alberta se classe bonne première dans la catégorie de la construction avec 9,7 G$, soit 53,0 % du total canadien. Ce sont les dépenses en construction du secteur de l'extraction minière et de pétrole et de gaz qui expliquent ce niveau aussi élevé. Concernant les investissements étrangers en machines et équipement, l'Ontario arrive en première place, avec 47,3 % du total canadien, soit 15,2 G$. Le Québec arrive deuxième, avec 19,3 % du total (6,2 G$) suivi de l'Alberta (4,9 G$) et la Colombie-Britannique (3,1 G$).

Figure 1

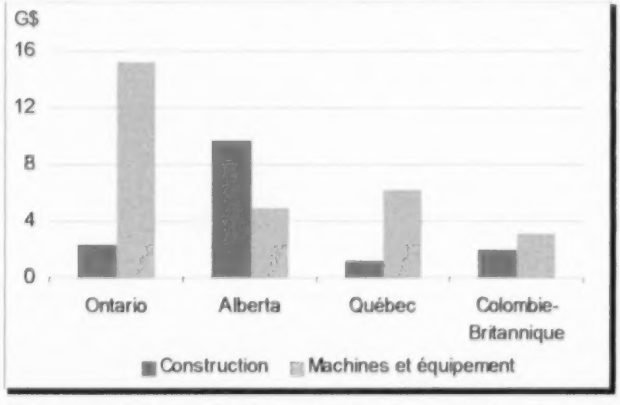
Dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger pour certaines provinces, 2005-2009[1]



1. 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 2

Dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger selon le type d'actif pour certaines provinces, perspectives 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Les données présentées ici font abstraction de la révision de Statistique Canada de juillet 2009, pour laquelle les données ventilées par pays de contrôle ne sont pas accessibles.

Tableau 1

Dépenses en immobilisation selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, Québec, perspectives 2009

Pays de contrôle	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	M$		
Canada	**40 678,7**	**14 040,0**	**54 718,7**
Dont : secteur privé non résidentiel	5 023,4	9 499,8	14 523,3
Pays étrangers	**1 155,1**	**6 232,5**	**7 387,6**
États-Unis	442,8	3 339,6	3 782,4
Allemagne	7,4	85,8	93,2
France	20,2	174,9	195,1
Royaume-Uni	141,3	775,3	916,7
Italie	16,9	34,0	50,9
Japon	x	x	949,5
Pays-Bas	87,1	269,0	356,1
Suède	6,4	48,8	55,2
Suisse	173,5	175,1	348,6
Autres pays	x	x	639,9
Total	**41 833,8**	**20 272,5**	**62 106,3**
Dont : secteur privé non résidentiel	6 178,5	15 732,3	21 910,8

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

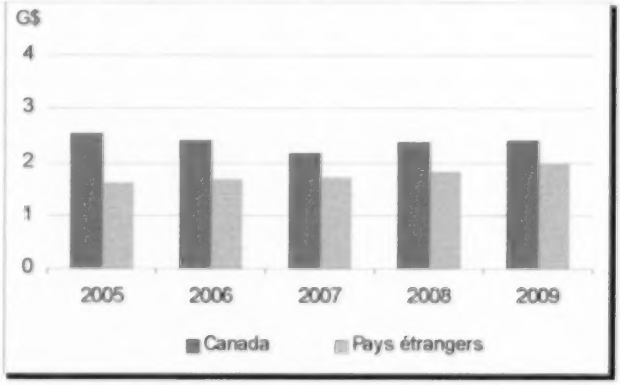
INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU QUÉBEC

Au Québec, les investissements sous contrôle étranger représentent 11,9 % de l'investissement total en 2009, soit 7,4 G $. Cependant, si on considère plutôt le secteur privé non résidentiel (le secteur public et le secteur résidentiel sont entièrement sous contrôle canadien), la proportion des dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger grimpe à 33,7 %. En s'intéressant au type d'actif, on constate que le secteur étranger est plus prépondérant dans les machines et équipement que dans la construction : le secteur étranger compte pour 39,6 % des dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel en machines et équipement contre seulement 18,7 % dans le cas des dépenses en construction.

Les entreprises sous contrôle étranger investissant au Québec sont principalement originaires des États-Unis : elles totalisent 3,8 G$ de dépenses en immobilisation en 2009. Suivent ensuite le Japon (949,5 M$), le Royaume-Uni (916,7 M$) et les Pays-Bas (356,1 M$). La prédominance des États-Unis est toutefois en diminution : en 2004, ils représentaient 62,3 % de l'investissement étranger total contre 51,2 % en 2009.

Figure 3

Dépenses en immobilisation selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, secteur de la fabrication, Québec, 2005-2009[1]



1. 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

Dépenses en immobilisation des entreprises sous contrôle étranger pour certaines industries, Québec, perspectives 2009

Secteur	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	M$		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	x	x	x
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	162,3	139,1	301,4
Services publics (22)	x	x	154,8
Fabrication (31-33)	260,8	1 725,3	1 986,1
Commerce de gros (41)	24,4	239,2	263,6
Commerce de détail (44-45)	211,1	248,3	459,3
Transport et entreposage (48-49)	60,7	428,4	489,1
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	137,9	176,1	314,0
Finance et assurances (52)	3,4	2 347,0	2 350,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	122,1	551,3	673,4
Services professionnels, scientifiques et techniques (54)	20,7	191,6	212,2
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	x	x	4,4
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)	2,2	60,7	62,9
Services d'enseignement (61)	x	x	x
Soins de santé et assistance sociale (62)	x	x	x
Arts, spectacles et loisirs (71)	x	x	x
Hébergement et services de restauration (72)	26,7	29,2	55,9
Autres services (sauf les administrations publiques) (81)	2,1	22,0	24,1
Total	**1 155,1**	**6 232,5**	**7 387,6**

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En s'attardant aux dépenses en immobilisation des pays étrangers selon les industries, on constate que l'investissement étranger est concentré dans des secteurs bien précis. À eux seuls, le secteur de la finance et assurances (2,4 G$) et celui de la fabrication (2,0 G$) s'accaparent 58,7 % de ces dépenses. Notons que les dépenses en immobilisation provenant de pays étrangers dans le secteur de la fabrication sont en hausse pour une cinquième année consécutive, portant la part du secteur attribuable aux entreprises étrangères à 45,2 % en 2009, alors qu'il n'était que de 33,6 % en 2004.

Le sous-secteur de la première transformation des métaux, responsable de 32,7 % des investissements étrangers du secteur manufacturier, est devenu le chef de file du secteur, avec des investissements étrangers de 648,8 M$, un sommet depuis 2004. Alors que les investissements étrangers ne représentaient que 17,5 % du total du sous-secteur en 2004, ils représentent maintenant 87,3 % en 2009.

INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE RECENSEMENT (RMR) DE MONTRÉAL

Selon les perspectives 2009, les dépenses en immobilisation sous contrôle étranger de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal s'élèvent à 3,3 G$, représentant 44,9 % du Québec. Ces dépenses représentent 12,3 % du total montréalais. Si on considère plutôt la part des pays étrangers dans le total du secteur privé non résidentiel, la proportion passe à 32,8 %. Tout comme dans le cas du Québec, les États-Unis sont responsables de la majorité des investissements étrangers, soit 53,5 % du total.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, RMR de Montréal, perspectives 2009

Pays de contrôle	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	M$		
Canada	**16 736,2**	**6 994,4**	**23 730,6**
Dont : secteur privé non résidentiel	2 038,9	4 757,2	6 796,1
Pays étrangers	**395,4**	**2 923,6**	**3 319,0**
États-Unis	215,9	1 560,8	1 776,7
Allemagne	4,5	79,6	84,1
France	12,3	101,9	114,3
Royaume-Uni	17,8	180,0	197,9
Italie	13,5	20,1	33,6
Japon	x	x	705,6
Pays-Bas	35,6	x	x
Suède	3,1	25,8	28,9
Suisse	26,7	57,0	83,7
Autres pays	x	x	x
Total	**17 131,6**	**9 918,1**	**27 049,6**
Dont : secteur privé non résidentiel	2 434,3	7 680,9	10 115,1

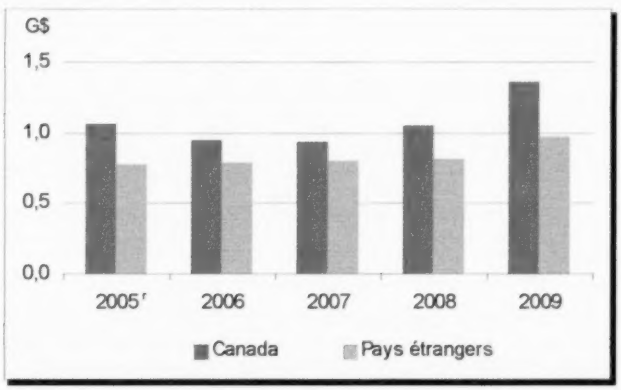
Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2009, les investissements étrangers dans le secteur de la fabrication, en hausse pour une cinquième année consécutive, atteignent un nouveau sommet à 969,3 M$. Il s'agit d'une croissance de 19,4 % par rapport aux données réelles provisoires de 2008. Cette hausse ne suffit cependant pas à contrebalancer la baisse observée dans certains secteurs de services, notamment dans celui de la finance et assurances, de sorte que les dépenses en immobilisation de pays étrangers dans la RMR de Montréal sont en baisse de 4,7 % par rapport à 2008.

Cette analyse découle du traitement, par l'Institut de la statistique du Québec, des résultats de la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions des investisseurs privés et publics du Canada.

Figure 4

Dépenses en immobilisation selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, secteur de la fabrication, RMR de Montréal, 2005-2009[1]



1. 2005-2007 : dépenses réelles; 2008 : dépenses réelles provisoires; 2009 : perspectives.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Abréviations et signes conventionnels :

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
r	Donnée révisée
%	Pourcentage

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
4e trimestre 2009
ISSN 1715-6645 (en ligne)

Institut de la statistique Québec